

40. À l'OCDE, le Centre de coopération avec les économies européennes en transition encouragera les réformes et renforcera les relations entre ces pays et l'OCDE, au même titre que les activités de suivi de l'OCDE entreprises à l'issue de la Conférence économique de la CSCE à Bonn.

41. Nous invitons l'OCDE à envisager d'établir une relation plus étroite avec les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est qui sont engagés envers la réforme politique et économique.

#### L'UNION SOVIÉTIQUE

42. Nous avons discuté de la situation en Union soviétique et échangé nos vues sur le message que le président Gorbatchev de l'Union soviétique nous a fait parvenir il y a plusieurs jours au sujet de ses plans économiques. Nous applaudissons aux efforts de libéralisation déployés dans ce pays et aux initiatives prises en vue d'y créer une société plus ouverte, démocratique et pluraliste et de progresser vers une économie libérale. Ces mesures méritent notre soutien. Le succès de la perestroïka dépend de la poursuite déterminée et du renforcement de ces efforts de réforme. Nous nous réjouissons tout particulièrement de la proposition faite par le président Gorbatchev sur l'établissement d'un dialogue économique permanent.

43. Nous avons tous entrepris, individuellement et collectivement, d'aider à ces efforts de réforme. Nous croyons tous qu'une assistance technique doit être fournie maintenant pour aider l'Union soviétique à progresser vers une économie libérale et à mobiliser ses propres ressources. Certains pays peuvent déjà consentir des crédits financiers importants.

44. Nous sommes également convenus que de nouvelles décisions de la part de l'URSS en vue de prendre des mesures plus radicales qui rapprocheraient ce pays de l'économie libérale, de procéder à une réaffectation substantielle des ressources destinées à l'origine au secteur militaire et de priver de tout appui les nations qui entretiennent les conflits régionaux amélioreront les perspectives d'une aide économique significative et soutenue.

45. Nous avons pris acte de la décision arrêtée à Dublin le 26 juin par le Conseil de l'Europe. Nous sommes convenus de demander au FMI, à la Banque mondiale, à l'OCDE et au président désigné de la BERD de mener, en consultation étroite avec la Commission des Communautés européennes, une étude détaillée de l'économie soviétique, de recommander des réformes et d'établir les critères aux termes desquels l'aide économique occidentale pourrait efficacement soutenir ces réformes. Ce travail, coordonné par le FMI, devrait être terminé d'ici à la fin de l'année.